

Madame la Présidente, chers collègues,

Le Conseil de l'Europe se trouve à un moment clef de son existence. Nous avons, nous, parlementaires de tous les pays européens, qui siégeons ici, une responsabilité nouvelle.

Je le dis avec gravité : c'est à nous qu'il revient la très grande responsabilité de réinventer et de relancer le Conseil de l'Europe face aux crises qui se sont succédées ces derniers temps, y compris hier dans cet hémicycle. Il nous faut agir et pas subir, faire le choix de l'offensif et pas du défensif.

A mon sens, trois axes clefs doivent guider cette démarche de relance de l'institution :

1°) Premièrement, c'est à nous, parlementaires, de prendre une initiative concertée et majeure pour réinventer notre Conseil de l'Europe. Nous devons pleinement jouer notre rôle d'une diplomatie interparlementaire dont la vocation est de défendre les valeurs fondamentales qui nous unissent.

2°) Ainsi, et c'est mon second point, il nous faut revoir notre gouvernance. Ce qui s'est passé hier, c'est aussi le résultat d'une tension entre notre Assemblée parlementaire et l'Exécutif, qui a été si visible hier. Notre gouvernance actuelle est celle de l'interparlementaire d'après-guerre et nous devons là aussi nous réinventer. Il nous faut accroître le rôle et la place de notre Assemblée, et réfléchir à un contrôle supra parlementaire similaire, toute proportion gardée, à ce que fait un Conseil Constitutionnel dans nos pays respectifs.

3°) Enfin, il faut repenser notre rôle de garants des valeurs fondamentales de l'Europe, à savoir la démocratie, l'Etat de Droit et les Libertés fondamentales. A ce titre, j'ai la conviction qu'il nous faut mettre en œuvre de véritables outils d'évaluation pour mesurer l'effectivité de notre action. Nous devons apporter une réponse factuelle et mesurable sur nos progrès, et nos reculs. Car franchement, il nous faut regarder la réalité en face et affronter le fait que les Droits de l'homme, l'Etat de droit, les luttes contre les discriminations et la démocratie ont reculé dans certains de nos pays ces dernières années. Les choix souverains de chaque peuple ne justifient pas que nos Exécutifs régressent.

Je vous le dis avec passion et avec espoir : personne n'agira à notre place, c'est à nous de prendre le destin de notre belle institution en mains, à nous de lancer notre initiative parlementaire pour un Conseil de l'Europe réinventé. C'est plus qu'un enjeu : c'est un véritable défi qu'il nous faut, ensemble, relever.